

Compte rendu

Ouvrage recensé :

MURPHY, CRAIG N. (dir.), *Global Institutions, Marginalization and Development*, coll. RIPE Series in Global Political Economy, New York, NY, Routledge, 2005, 223 p.

par Peter Calkins

Études internationales, vol. 37, n° 2, 2006, p. 322-324.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/013371ar>

DOI: 10.7202/013371ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

cheurs, les ONG, les autres praticiens du développement ainsi que tout lecteur à cœur sensible et à tête remplie trouveront beaucoup de matière à réflexion et à l'action dans ce livre. Bravo !

Peter CALKINS

Centre de recherche en économie agroalimentaire
Université Laval, Québec

Global Institutions, Marginalization and Development.

MURPHY, CRAIG N. (dir.). *Coll. RIFE Series in Global Political Economy, New York, NY, Routledge, 2005, 223 p.*

Depuis plus de 150 ans, les gouvernements des pays du Nord ont progressivement mis en place des institutions qui, prises ensemble, tendent vers la création d'un gouvernement mondial. Ces diverses institutions de gouvernance multilatérale ont toutes promis dans leur charte respective de bâtir un monde plus équitable sur le plan économique, plus juste sur le plan politique, plus inclusif sur le plan social, voire plus tolérant sur le plan religieux. Au centre de ces initiatives on plaçait les enfants, les femmes, les ouvriers, les dominés, les exploités, les démunis, les réfugiés, les vieux, les malades ; bref, les victimes de toutes sortes de préjugés.

En ce début de 21^e siècle, ce petit livre de Craig Murphy entreprend de faire l'inventaire de ces promesses initiales, ainsi que le bilan de leurs impacts réels. Professeur à l'Université de Wellesley et historien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Murphy s'attaque depuis des années au besoin d'améliorer, voire de restructurer les institutions internationales actuelles.

Il se fixe comme buts d'analyser ce que les organisations multinationales ont accompli ou n'ont pas accompli à date et d'en projeter les conséquences probables si aucune amélioration, re-définition, ni refonte n'y est portée. Il termine son livre sur des recommandations pratiques.

La thèse de Murphy est que le développement des relations politiques, économiques et sociales entre le Nord et le Sud est tributaire de l'émergence d'un Nouvel ordre mondial digne de ce nom, un ordre basé sur la réciprocité, la compassion, et l'entraide. L'auteur étale son argumentation dans six chapitres successifs organisés autour d'autant de soucis fondamentaux : 1) le fonctionnement des organisations mondiales existantes visant à mieux rencontrer les besoins fondamentaux des êtres humains, 2) les dangers cachés du courant de pensée internationale basé sur le libéralisme, 3) les réponses que les mouvements sociaux ont, ou n'ont pas trouvés au sein de toute une série d'Ordres mondiaux libéraux, 4) les conséquences politiques des inégalités particulières issues de la mondialisation négative, 5) les nouveaux besoins de gouvernance mondiale en ce début de l'Âge du savoir, et 6) les responsabilités particulières que les *privilegiés* doivent assumer envers les *marginalisés* de tout type.

À la suite d'une analyse descriptive détaillée des échecs institutionnels, l'auteur conclut qu'un avenir plus juste dépendra de l'attelage des cerveaux et des cœurs des gens les plus puissants de la terre : les leaders des secteurs public et d'affaires dans les pays politiquement et économi-

quement les plus puissants. Il faut que le *weltanschauung* de ces gens s'ouvre aux mouvements sociaux de protestation, à l'action politique et aux paradigmes académiques et ce, afin de marier dans chacun de leurs mots et gestes la pensée des intellectuels et les revendications des désespérés. Sinon, il serait déraisonnable d'espérer créer, d'ici la fin du 21^e siècle, un monde juste, paisible et prospère pour toutes et tous. Relever ce défi est d'autant plus ardu que même dans les pays nantis, le pouvoir et la richesse tombent le plus souvent entre les mains d'une petite minorité.

Le cadre conceptuel du livre part des besoins fondamentaux, les distinguant des désirs factices générés par l'économie capitaliste de marché. Murphy voit trois solutions possibles pour satisfaire ces besoins : la modernisation libérale, la révolte, et la démocratie. Il rejette la première, car même les défenseurs du capitalisme libéral tels Steven Covey et le PNUD l'affaiblissent en admettant que ce qui compte, ce n'est pas les biens matériels mais la paix et le bonheur intangibles qui ressortent d'agir moralement. Murphy prône la vision de Gramsci d'un nouvel ordre post-marxien qui ouvre la porte à des forces jusqu'ici marginalisées. Il y ajoute la pensée importante mais moins connue de Mary Parker Follette, une approche fonctionnelle à la résolution démocratique de conflits qui promet de rappeler aux libéraux les objectifs que leur propre projet social semble avoir oubliés. Murphy regrette dans ce sens que la décennie potentiellement marquante des années 1970 n'ait pas su répondre aux revendications de la part des pays du

Sud pour un véritable Nouvel ordre économique internationale (NIEO).

Mais Murphy avance qu'il n'est pas trop tard pour y remédier. Maintenant que le dégel est-ouest est entamé depuis une quinzaine d'années, Murphy nous parle d'une « nouvelle inégalité » qui émerge dans la répartition des droits et des niveaux de vie. Les institutions de gouvernance internationale aptes à enrayer cette inégalité sont là sur papier, mais le mandat de bonne gouvernance n'étant toujours pas saisie, leur performance laisse donc beaucoup à désirer. Pour dépressuriser les tensions nord-sud, Murphy suggère de rallier autour de la même table des donateurs, des bienfaiteurs, des intellectuels et des leaders politiques. De cette façon, les gens commenceront enfin à se connaître et à désamorcer le mécontentement engendré par les dimensions négatives de la mondialisation. Car, dans l'analyse finale, les objectifs de la vision libérale et de Gramsci-Follette sont compatibles ; il s'agit de trouver les moyens de les mettre en pratique afin de bâtir des institutions véritablement mondiales pour promouvoir un développement équitable qui démarginalise les démunis de la terre. Pour Murphy, le contact personnel est donc la meilleure façon de sortir de ce qu'il qualifie de « boîtes en métal » de nos façons de faire et de penser habituelles.

Mais par où commencer ? Vu que le nouvel ordre libéral en ce début de siècle se base sur la mondialisation et la chute du projet socialiste, le problème le plus facile, le moins incendiaire à régler pourrait bien être le problème environnemental, si pertinent à régler dans l'intérêt de tout le

monde. Après tout, ce sont les marginalisés qui sont forcés malgré leur gros bon sens et leurs meilleures intentions, de détruire les bases de ressources naturelles fragilisées sur lesquelles ils sont appelés à subsister.

Peter CALKINS

*Centre de recherche en économie agroalimentaire
Université Laval, Québec*

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

The Governance of World Trade. International Civil Servants and the GATT/WTO.

*XU, Yi-Chong et Patrick WELLER.
Northampton, MA, Edward Elgar, 2004,
311 p.*

Les fonctionnaires des organisations internationales ne sont pas fréquemment l'objet d'étude des chercheurs en relations internationales. L'ouvrage de Xu et Weller propose que cette omission est une lacune importante pour la compréhension des organisations internationales. En effet, les auteurs suggèrent que ces acteurs ont une influence réelle sur les négociations internationales et que les organisations internationales ne peuvent fonctionner sans eux. Ils soutiennent que les fonctionnaires du GATT (devenu en 1995 l'Organisation mondiale du commerce (OMC)) ont joué un rôle crucial dans la formation et l'évolution du système commercial international. Que ce soit dans les négociations commerciales sur les services, la propriété intellectuelle, le règlement des différends et autres paramètres institutionnels de la nouvelle OMC, leur examen du cycle de l'Uruguay souligne que le per-

sonnel du secrétariat de l'organisation a fait une différence dans la construction de ce régime de règles et de pratiques.

Cette influence se matérialise surtout à travers les études et les rapports préparés par le secrétariat qui influencent le cours des négociations, qui en définissent les paramètres. Souvent, ces acteurs ont grandement déterminé le cadre analytique à l'intérieur duquel les représentants des États membres mènent leur travaux et délibérations. Cet ouvrage est non seulement une contribution à l'étude des organisations internationales, mais plus généralement, de l'influence des acteurs bureaucratiques et autres acteurs qui basent leur influence sur leur expertise et connaissance spécialisées. Ainsi, leurs études de cas confirment les résultats des recherches sur le rôle des experts dans l'élaboration des politiques publiques au niveau national et international, tel que les travaux sur les communautés épistémiques.

De façon générale, l'influence de ces acteurs est réelle, mais ne se manifeste pas lors de la sélection et l'adoption des options de politiques. Elle se manifeste plutôt dans les phases préliminaires du processus d'élaboration des politiques ou de négociations internationales, lorsque les enjeux et les intérêts de chacun ne sont pas encore limpides. En sélectionnant de nouveaux domaines de négociations commerciales, c'est-à-dire le commerce dans les services et la protection de la propriété intellectuelle comme études de cas, les auteurs ont augmenté leurs chances d'observer l'influence des fonctionnaires de l'OMC. Dans le cas de l'agri-